

ANNECY  
BONNEVILLE  
CHAMBÉRY  
GRENOBLE  
GRÉSY-SUR-AIX  
SALLANCHES  
| THONON-LES-BAINS  
VILLE-LA-GRAND  
GENÈVE

**ACCES**

17 rue de l'Hôtel Dieu

**74200 THONON LES BAINS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions  
réglementées**

ANNECY  
BONNEVILLE  
CHAMBÉRY  
GRENOBLE  
GRÉSY-SUR-AIX  
SALLANCHES  
| THONON-LES-BAINS  
VILLE-LA-GRAND  
GENÈVE

**ACCES**

17 rue de l'Hôtel Dieu

**74200 THONON LES BAINS**

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**



## ACCCES

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'Association ACCCES,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION ACCCES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous vous informons que les comptes n'ont pas été arrêtés par le Bureau à la date de l'émission de nos rapports.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

#### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1



### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Nous vous informons que les comptes n'ont pas été arrêtés par le Conseil d'Administration à la date de l'émission de nos rapports.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à THONON LES BAINS,  
Le 16 mai 2024  
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT  
Cyrille FAYETTE  
Associé

## Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	9 541	8 272	1 269	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériels et outillage	1 376	330	1 046	1 321
	Autres immobilisations corporelles	21 112	14 635	6 478	7 355
	Immobilisations corporelles en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	4 160		4 160	7 259
	TOTAL (I)	36 190	23 237	12 953	15 934
	COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)			
TOTAL (II)					
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements	4 017		4 017	4 337
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
CREANCES (2)	Créances redevables et comptes rattachés (3)	43 611		43 611	
	Autres créances				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
	DISPONIBILITES	1 152 489		1 152 489	955 377
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	1 603		1 603	
	TOTAL (III)	1 201 720		1 201 720	959 715
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF		1 237 910	23 237	1 214 673	975 649

- (1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.
- (2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :
- (3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	114 599	114 599
	Ecarts de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise	246 267	246 267
	- Dons et legs	246 267	246 267
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation avec droit de reprise		
	<b>RESERVES</b>		
	Excédents affectés à l'investissement		
	Réserves de compensation		
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	14 722	14 722
	Autres réserves		
	<b>REPORT A NOUVEAU</b>		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	16 371	13 954
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	322 786	287 981
DETTES (1)	Dépenses non opposables au tiers financeurs	(43 164)	(31 197)
	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)(1)</b>	111 930	25 255
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	8 699	8 256
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Réserves des plus-values nette d'actif		
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions règlementées		
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>792 210</b>	<b>679 837</b>
	Comptes de liaison		
	<b>TOTAL (II)</b>		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Fonds dédiés	88 603	71 295
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>88 603</b>	<b>71 295</b>
DETTES (1)	<b>DETTES (4)</b>		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 937	14 497
	Redevables créditeurs		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	217 144	126 126
	Dettes fiscales et sociales	103 778	83 893
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)		
	Produits constatés d'avance		
	<b>TOTAL (IV)</b>	<b>333 859</b>	<b>224 516</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL (V)</b>		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 214 673</b>	<b>975 649</b>

Le Commissaire  
aux comptes

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques.
- (3) En particulier :cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an : 320 922
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :



# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	- prestations de services	38 731	
	- divers		
	Production stockée ou déstockage de production		
	Production immobilisée		
	Dotations et produits de tarification		
	Subventions d'exploitations et participations	1 601 119	1 162 242
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
	Transfert de charges	7 465	5 819
	Autres produits	4	6
Total des produits d'exploitation		1 647 319	1 168 067
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock		
	Achats d'autres approvisionnements	720	133
	Variation de stock	321	635
	Achats non stockés de matières et fournitures	29 719	16 235
	Services extérieurs et autres	682 312	544 856
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	- sur rémunérations	36 108	18 666
	- autres	1 863	910
	Charges de personnel		
	- salaires et traitements	576 234	400 860
	- charges sociales	207 261	145 590
	- autres charges de personnel	5 967	3 078
	Dotation aux amortissements et provisions		
	Dotation aux amortissements :		
	- des immobilisations	2 963	2 869
	- des charges d'exploitation à répartir		
	Dotation aux dépréciations et provisions :		
	- sur actif circulant		
	- pour risques et charges d'exploitation		
	Autres charges	91	873
Total des charges d'exploitation		1 543 558	1 134 706
RES ULTAT D'EXPLOITATION		103 761	33 361

Le Commissaire  
aux comptes

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		103 761	33 361
PRODUITS FINANCIERS	De participations et des immobilisations financières		
	Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	30 045	2 845
	Reprises sur provisions		
	Transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		30 045	2 845
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges assimilées	84	159
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		84	159
RESULTAT FINANCIER		29 961	2 686
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		133 722	36 047
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions		
	- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- reprises sur autres provisions		
	Transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		5 274	2 823
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	- exercice courant		
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- dotations aux autres provisions réglementées		
Total des charges exceptionnelles		3 099	761
RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 176	2 062
IMPOTS SUR LES BENEFICES		6 660	427
(+ ) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		5 276	58 868
(- ) Engagements à réaliser sur ressources affectées		22 584	71 295
TOTAL DES PRODUITS		1 687 914	1 232 603
TOTAL DES CHARGES		1 575 984	1 207 347
EXCEDENT ou DEFICIT		111 930	25 255
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

5 274  
Le Commissaire  
aux comptes



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

L'année 2023 n'a pas nécessité de modification des statuts de l'ASSOCIATION ACCCES pour le portage des Dispositif d'Appui à la Coordination de Haute Savoie (DAC 74) et du Réseau de Prise en charge et de Prévention de l'obésité pédiatrique (RÉPPOP74).

Nous avons eu un changement du SIRET du siège puisque les bureaux ont été déménagés. Le nouveau N° de SIRET est 509 198 917 00015

### Le Commissaire aux comptes

- **Objet social de l'Association**

L'Association ACCCES a pour objet de porter différents dispositifs orientés sur la santé de la population, la prévention et l'environnement.

A ce titre, elle assure le fonctionnement d'un dispositif d'appui à la coordination des parcours de santé complexe relevant des articles L. 6327-1 et suivants et R. 6327-1 et suivants du code de la santé publique.

Elle intervient au soutien des professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux et, le cas échéant, des structures qui les emploient ainsi que des services de prévention et de santé au travail afin d'améliorer le service rendu à la population et de concourir à la structuration des parcours de santé mentionnés à l'article L. 1411-1 du code de la santé publique.

A ce titre, elle :

1° Assure la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, conformément à son rôle en matière de coordination des soins au sens de l'article L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et les autres professionnels concernés ;

2° Contribue avec d'autres acteurs et de façon coordonnée à la réponse aux besoins des personnes et de leurs aidants en matière d'accueil, de repérage des situations à risque, d'information, de conseils, d'orientation, de mise en relation et d'accompagnement ;

3° Participe à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé mentionnés à l'article L. 1411-1 du code de la santé publique.

L'Association ACCCES est notamment composée de professionnels de santé libéraux, d'établissements de santé, de centres de santé, d'institutions sociales, médico-sociales, d'organisations à vocation sanitaire ou sociale et de représentants des usagers, et a pour enjeux de :

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- Porter et assurer le fonctionnement du DAC 74 et le RéPPOP 74 ;
- Faciliter l'accès à des parcours de soins coordonnés pour les patients atteints de pathologies chroniques en situation de complexité ou de fragilité et élargir la couverture du territoire en respectant le principe de subsidiarité ;
- Favoriser le maintien ou le retour à domicile et veiller à la continuité des soins par une analyse de la situation prenant en compte les choix du patient mais aussi les disponibilités des dispositifs existants ;
- Accompagner les enfants en surpoids et en obésité, en coordonnant les parcours de santé avec des professionnels de l'ambulatorio formés par le RéPPOP ;
- Intervenir auprès des professionnels impliqués dans les parcours de santé, en priorité des médecins traitants qui restent les pivots de la prise en charge, pour renforcer l'efficacité dans les parcours de santé des patients ;
- Être un lieu d'écoute, de conseil, d'orientation et de médiation pour ces professionnels afin d'offrir la réponse la plus adaptée à chaque situation particulière ;
- Faciliter l'accès aux services offerts par le DAC 74 en se regroupant avec un numéro unique ;
- Veiller au respect de la déontologie des professionnels, en particulier le secret professionnel en s'appuyant sur un système d'information sécurisé ;
- Participer à la diffusion ou à la promotion d'outils permettant l'amélioration de la qualité des prises en charge des patients à domicile ;
- Participer à la réflexion éthique sur les prises en charges ;
- Proposer des formations pluridisciplinaires autour de la coordination.

**Le Commissaire  
aux comptes**

### DAC 74

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées par le DAC 74
  - Apporter un appui aux professionnels de santé du premier recours pour les patients porteurs de pathologies chroniques en situation complexe et de fragilité afin de favoriser le maintien à domicile. L'intervention est axée sur la coordination des professionnels qui interviennent dans le parcours de santé du patient. Il s'agit de créer des liens et une articulation entre les professionnels de l'ambulatorio et ceux des établissements afin de faciliter les échanges d'information et la cohérence dans les parcours. Du fait de la connaissance des acteurs des territoires, le réseau de santé participe à l'animation territoriale en créant des liens et des partenariats avec les différentes structures qui interviennent dans la coordination des parcours.
  - Il existe 3 niveaux de coordination avec dans le bilan 2023:
    - Niveau 1 – information et orientation = 185 demandes
    - Niveau 2 – recueil d'informations et préconisations = 214 situations
    - Niveau 3 – coordination de parcours et accompagnement de patients = 474 situations
  - Avec une fila active moyenne de 366 situation par mois

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- Description des moyens mis en œuvre pour

- Fonctionnement avec 3 antennes sur le territoire ( Annecy, Thonon, Thyez)
- Nombre ETP financé sur le FIR réseaux de santé :  
- Mission socle de coordination d'appui : 18,55.....

### RéPPOP 74

### Le Commissaire aux comptes

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées par le RéPPOP 74

Le RéPPOP 74 assure l'animation et la coordination de la filière Obésité Pédiatrique sur le département 74 avec les missions suivantes :

- Organiser la formation initiale et continue des partenaires du réseau : les professionnels de santé et tous les professionnels en lien avec les enfants et les adolescents en surpoids dans le milieu de l'enfance, de l'éducation et du social.
- Organiser, maintenir, optimiser la prise en charge territoriale des enfants et adolescents en situation de surpoids et d'obésité et de leurs familles :
- Être un appui pour les acteurs du Réseau dans le parcours de soins du patient : outils d'aide à la prise en charge, relais d'information, avis spécialisés, Réunion de Concertation Pluridisciplinaire (RCP), circulation de l'information médicale.
- Participer à la prise en charge financière des bilans et des consultations (actes dérogatoires pour les médecins, les psychologues et/ou les diététiciens libéraux, aide financière pour l'accès à une APA)
- Constituer un annuaire et une cartographie des professionnels acteurs, des professionnels ou structures ressources, partenaires (aide à l'orientation des patients au sein du réseau)
- Accompagner les équipes de proximité (MSP, CPTS, IDE Asalée) à développer des offres innovantes de prises en charges pluridisciplinaires pérennes (programme ETP, programme de prévention, autres)
- Participer aux échanges de pratiques, à la rédaction et/ou diffusions des recommandations de bonnes pratiques, des référentiels et outils nationaux dans le domaine de l'obésité infantile.

Le RéPPOP a commencé à fonctionner en juin 2022 et commence son fonctionnement stabilisé avec une équipe qui a été complétée avec l'arrivée d'une secrétaire à 0.8 ETP en mars 2023 :

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Dans ces missions principales :

La formation des professionnels : 5 formations pour 71 professionnels de santé

Réunions de sensibilisation des professionnels : 4 réunions et 63 professionnels rencontrés

Suivis des enfants : 50 inclus en 2023

- Description des moyens mis en œuvre pour
  - Nombre ETP financé sur le FIR pour Le RéPPOP en 2023 :
    - Mission socle de coordination d'appui : 2.6.....
    - Mission secondaire Autre : non

**Le Commissaire  
aux comptes**



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2023** ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 à jour des différents règlements complémentaires à la date des dits comptes annuel et dans le respect du principe de prudence.

**Le Commissaire  
aux comptes**

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 214 673 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 687 914** euros et un total **charges** de **1 575 984** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **111 930** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le Commissaire  
aux comptes

## Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	7 915		1 626			9 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 915		1 626			9 541
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement			Le Commissaire aux comptes			
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 376					1 376
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	22 523			1 454	2 864	21 112
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 899		1 454		2 864	22 489	
FINANCIERES	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	7 259				3 099	4 160
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 259				3 099	4 160
TOTAL		39 073		3 080		5 963	36 190

**Le Commissaire  
aux comptes**

## Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
	Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement			
Autres	7 915	357	8 272
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>7 915</b>	<b>357</b>	<b>8 272</b>

Le Commissaire  
aux comptes

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	55	275		330
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
CORPORELLES	Matériel de bureau, mobilier	15 168	2 331	2 864	14 635
	Autres immobilisations corporelles				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>15 223</b>	<b>2 606</b>	<b>2 864</b>	<b>14 965</b>

<b>TOTAL</b>	<b>23 139</b>	<b>2 963</b>	<b>2 864</b>	<b>23 237</b>
--------------	---------------	--------------	--------------	---------------

# Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div> <div> Sur stocks et en-cours  Sur comptes clients  Autres </div>				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>					

Le Commissaire aux comptes



# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	4 160		4 160
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	43 611	43 611	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	1 603	1 603	
TOTAL DES CREANCES		49 374	45 214	4 160
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

Le Commissaire  
aux comptes

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	217 144	217 144		
	Personnel et comptes rattachés	34 228	34 228		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 738	49 738		
	Impôts sur les bénéfices	6 660	6 660		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	13 152	13 152		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		320 922	320 922		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>124 647</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>64 188</b>
<i>FOURNISSEURS - FACT. NON PARVE</i>	<i>1 476</i>	
<i>CAP LOC IMMOBILIERE</i>	<i>1 800</i>	
<i>CAP HONORAIRES CPTABLES</i>	<i>1 200</i>	
<i>CAP HONORAIRES CAC</i>	<i>3 600</i>	
<i>CAP PERS EXT ENTREPRISE</i>	<i>56 112</i>	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>60 459</b>
<i>DETTES PROVIS. PR CONGES A PAY</i>	<i>33 111</i>	
<i>CHARGES SOCIALES S/CONGES A PA</i>	<i>15 701</i>	
<i>FORMATION CONTINUE A PAYER</i>	<i>5 517</i>	
<i>TAXE SUR LES SALAIRES A PAYER</i>	<i>6 130</i>	

Le Commissaire  
aux comptes

## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires	114 599			114 599
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	14 722			14 722
Report à nouveau	13 954	2 418		16 371
Résultat de l'exercice	25 255	86 675		111 930
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>				
- Apports	246 267			246 267
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	287 981	34 805		322 786
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	8 256	443		8 699
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
<b>Dépenses refusées par l'autorité de tarification</b>				
<b>Dépenses non opposables au tiers financeurs</b>	(31 197)	(11 967)		(43 164)
<b>TOTAL</b>	<b>679 837</b>	<b>112 373</b>		<b>792 210</b>

Le Commissaire  
aux comptes

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice  A	Utilisation en cours d'exercice  B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice  D = A - B + C
Fonds dédiés Prestations dérogatoires	71 295	7 417	24 725	88 603
<b>Le Commissaire aux comptes</b> TOTAL	71 295	7 417	24 725	88 603

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice  A	Utilisation en cours d'exercice  B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice  D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

ANNECY  
BONNEVILLE  
CHAMBÉRY  
GRENOBLE  
GRÉSY-SUR-AIX  
SALLANCHES  
| THONON-LES-BAINS  
VILLE-LA-GRAND  
GENÈVE

**ACCES**

17 rue de l'Hôtel Dieu

**74200 THONON LES BAINS**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes  
sur les conventions réglementées**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**



**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**  
**Exercice clos le 31 décembre 2023**

À l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION ACCCES,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

<b>CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT</b>
--

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à THONON LES BAINS,  
le 16 mai 2024  
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT  
Cyrille FAYETTE  
Associé